La GAZETTE FAR du RÉSEAU FAR

Novembre Décembre Janvier Février Mars 2019



À la une

130 PERSONNES VENANT DE 16 PAYS REGROUPÉS À ABIDJAN POUR LE SÉMINAIRE INTERNATIONAL DU RÉSEAU FAR



Les 20 et 21 novembre 2018 à Abidjan, le réseau FAR a organisé un séminaire international autour de la thématique suivante : "Rôle et place de la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) dans la rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale".

L'objectif principal de ce séminaire était de questionner la thématique à travers l'expérience des pays membres, engagés différemment dans la rénovation de leurs dispositifs nationaux de formation agricole et rurale et de proposer des pistes de réflexion et d'actions stratégiques dans les différents pays. Organisé sur deux journées, le séminaire a regroupé au total plus de 130 personnes venant de 16 pays différents.

Dans la continuité de son séminaire international, le réseau FAR a tenu son Assemblée Générale annuelle le 22 novembre à Abidjan. Cet événement est l'occasion de regrouper les représentants des 16 pays membres (deux représentants par pays), les membres

du Bureau, du Secrétariat exécutif ainsi que les animateurs régionaux autour du bilan de l'année 2018 et des perspectives d'avenir du réseau international FAR. A ce sujet, l'annonce du renouvellement de l'appui technique et financier de l'Agence Française de Développement (AFD) pour une troisième phase du projet ADEX FAR a marqué cet événement.

Le réseau international FAR prévoit d'organiser sa prochaine Assemblée Générale à Madagascar.

Pour en savoir plus ...



Téléchargez ICI le compte rendu du séminaire



Consultez ICI le relevé de conclusions de l'Assemblée Générale du réseau international FAR



Toutes nos productions sont disponibles sur le site internet du réseau FAR www.reseau-far.com

SOMMAIRE

- **1** A la Une
- 2 Actualités du Réseau FAR
- p5 Actualités des pays membres
- p12 A lire, à voir
- **p14** Actualités
- **p14** A l'agenda
- p14 Offres d'emploi et opportunités

ACTUALITÉS DU RÉSEAU INTERNATIONAL FAR

LE MASTER INTERNATIONAL EN INGÉNIERIE DE FORMATION **CONTINUE DE SE DESSINER AU** SÉNÉGAL



Participants à l'atelier sur le Master International en Ingénierie de Formation à Saly au Sénégal, du 4 au 6 février 2019.

Khalid BELARBI, Secrétaire executif du réseau international FAR, Pierre Blaise ANGO, Président, Abdou Khadre FALL, animateur régional et Jérôme THONNAT, Directeur des services d'appui à Montpellier SupAgro, se sont rendus au Sénégal du 4 au 6 février 2019. L'objectif de cette mission était de valider l'intérêt et la faisabilité d'un Master international en ingénierie de la formation agricole. Celui-ci est construit dans le cadre d'un partenariat associant l'ENSETP-UCAD (École normale supérieure d'Enseignement technique et professionnel), Montpellier SupAgro et le réseau international FAR (RIFAR).

Le public visé par ce master international sera constitué de formateurs et de responsables de centres de formation agricole. A l'issue de leur formation, les cadres devront être capables de :

- Formuler les besoins en formation des acteurs de la formation agricole et rurale;
- Construire une offre et des actions de formation en adéquation avec les besoins identifiés des acteurs;
- 🎴 Évaluer une offre de formation ;
- 🎴 Évaluer des actions de formation ;
- Mettre en œuvre des actions de formation mobilisant des approches et des outils pédagogiques adaptés;
- Mettre en place des dispositifs permettant d'op-

- timiser la valorisation des compétences acquises lors de la formation (insertion, entreprenariat, accompagnement);
- Marcer des dispositifs de formation pilotés en concertation avec les acteurs parties-prenantes du territoire.

Les trois institutions - ENSETP, RIFAR et Montpellier SupAgro - ont pu rapidement avancer sur le montage institutionnel et le modèle économique du projet ainsi que sur la co-construction du modèle pédagogique et de la maquette du cursus. Les trois partenaires se retrouveront mi-avril, en marge du salon d'agriculture de Meknès au Maroc, pour poursuivre la co-construction du projet.

LE BUREAU DU RESEAU FAR RÉUNI À MONTPELLIER POUR UNE JOURNÉE DE TRAVAIL

Le Bureau du réseau international FAR composé de Pierre Blaise ANGO, Président, Kamal BENNOU-NA. Trésorier, et Ousmane KABORE, Secrétaire (excusé pour des problèmes d'obtention de visa) s'est réuni le vendredi 8 février autour d'une iournée de travail. Celle-ci s'est faite en interaction avec le Secrétaire executif du réseau FAR, Khalid BELARBI.

L'objectif de cette rencontre était de passer en revue les chantiers de travail s'échelonnant en 2019 et de préparer les grandes lignes de la phase 3 du projet ADEX FAR, qui débutera en fin d'année. La réunion a aussi débouché sur la construction du plan de travail annuel du réseau international FAR, et la définition des missions des animateurs régionaux et chargés de mission.



De gauche à droite : K.BELARBI, Secrétaire executif, P.B. ANGO, Président; K. BENNOUNA, Trésorier

LE RESEAU FAR PRÉSENT AU FASAM DE BAMAKO

Hassan QUAROUCH (chargé de mission appui pays) a représenté le réseau international FAR lors du 2ème forum du **FASAM** (Formation Agricole pour la Sécurité Alimentaire du Mali) organisé à Bamako du 7 au 8 février 2019. Ce Forum avait pour thématique « L'insertion des diplômés/finissant-e-s du secteur agricole. Rôles et responsabilités des acteurs en formation agricole et des autres parties prenantes du secteur».



De gauche à droite: H. QUAROUCH; M. le DNA, Amadou Cheick TRAORE

Les objectifs étaient de mutualiser les pratiques et expériences sur la recherche de solutions appropriées et durables sur les défis/ enjeux de l'insertion des diplômés de la formation agricole du Mali. Plus spécifiquement, ce forum a tenté de porter des réflexions sur les rôles et responsabilités des principaux acteurs de la formation agricole et de l'insertion des jeunes diplômés.

Hassan QUAROUCH a présenté le réseau FAR en plénière, en mettant au centre de son intervention les travaux de capitalisation sur l'insertion agricole des jeunes en Afrique, coordonnés par le réseau FAR. Le Forum a réuni plus d'une centaine de personnes venant des principaux Ministères qui portent la FAR, différents Partenaires Techniques et Financiers, ONG, collectivités territoriales, centre de formation, entreprises, etc. Hassan QUAROUCH a profité de sa mission pour rencontrer le Directeur National de l'Agriculture et les représentants du réseau FAR Mali comme Amadou Ckeick TRAORE, Zeinab DIARRA, Hery COULIBALY et Amin BOUARE pour une réunion de travail sur l'organisation de l'atelier national sur la FAR dans le pays. Programmé pour l'année 2019, cet atelier inaugurera la plateforme FAR et dessinera son plan stratégique.

Consultez ICI et ICI deux ressources liées à l'événement.

UNE JOURNÉE DE COURS AVEC LES 3ÈME ANNÉES INGÉNIEURS DE MONTPELLIER SUPAGRO

Florette RENGARD a été sollicitée par Betty WAMPFLER, enseignante-chercheuse à l'Institut des Régions Chaudes (ex-CNEARC) de Montpellier SupAgro pour intervenir le vendredi 8 février dans le module « Politiques Publiques » du cursus MOQUAS (3ème année, niveau Ingénieur et Master).

L'objectif de ce module est de donner des clés de compréhension et outils aux futurs ingénieurs afin d'accompagner l'implication des agricultures familiales dans les politiques de développement. La journée de formation co-construite avec Martin VADELLA SEZ, de Montpellier Métropôle, a spécifiguement porté sur la thématique des politiques de formation et d'accompagnement de l'insertion des jeunes en agriculture.

Ainsi, Florette RENGARD est intervenue pour présenter le réseau international FAR comme un outil opérationnel à disposition des pays membres pour agir sur les politiques publiques nationales. Afin de montrer la diversité des modalités d'intervention et des acteurs mobilisés au sein du réseau international FAR, la présentation s'est déroulée autour des différentes échelles d'intervention du réseau FAR : locale, territoriale, nationale, sous régionale et internationale. Les étudiants, curieux d'en savoir plus sur le réseau FAR, ont posé de nombreuses questions.

La journée s'est clôturée par l'intervention du Secrétaire exécutif du réseau FAR, Khalid BELARBI, et des membres du Bureau, Pierre Blaise ANGO, Président, et Kamal BENNOUNA, Trésorier, réunis pour une séance de travail au sein de l'IRC. Pierre Blaise ANGO a exposé les grandes lignes du programme AFOP au Cameroun, dont il est le coordinateur national. Kamal BENNOUNA a parlé du Plan Maroc Vert, sur lequel les étudiants travaillent dans un exercice d'analyse et de synthèse. La séance de questions fut riche et ces deux témoignages d'acteurs opérationnels ont donné de la profondeur dans l'exercice de l'analyse des politiques nationales d'insertion des jeunes au Sud.

LE PRESIDENT DU RESEAU FAR INVITÉ AU CAIRE POUR UN ATELIER ORGANISÉ PAR LE BUREAU INTER-NATIONAL DU TRAVAIL

Le Centre International de Formation du Bureau International du Travail (BIT) a organisé du 17 au 21 Mars 2019 au Caire (Egypte) une Académie sur le Développement Rural.

Cet évènement, qui a rassemblé près de 120 participants en provenance d'une dizaine de pays de la Région MENA et d'Afrique Subsaharienne, a eu comme objectif d'analyser les changements majeurs s'opérant dans le monde du travail en zones rurales, dans l'esprit de rendre ces espaces attractifs aux populations et en particulier aux jeunes.

Dans un monde qui aura besoin de produire jusqu'à 70% de denrées en plus pour nourrir les 9 milliards d'habitants qu'il hébergera d'ici 2050, développer le potentiel d'emplois décents en zone rurale est essentiel pour relever ces défis et construire un monde du travail plus équitable et inclusif.

Un des cours optionnels de l'Académie a été centré sur la thématique du « Développement des Compétences en milieu rural », avec deux sessions qui se sont concentrées respectivement sur la formation agricole et sur le secteur du BTP en milieu rural.



Partipants de l'Académie sur le Développement Rural organisé par le BIT au Caire en mars 2019.

Dans la première session, Pierre Blaise ANGO, Président du réseau international FAR est intervenu aux côtés des spécialistes égyptiens du secteur de la formation en milieu rural et d'entreprises œuvrant dans le secteur agroalimentaire. Les riches expériences du programme AFOP au Cameroun et au sein des 16 pays membres du réseau FAR en matière d'installation des jeunes ruraux ont contribué à dégager des éléments clés pour les participants.

Pierre-Blaise ANGO a approché la question de l'ins-

tallation des jeunes sous un angle assez intéressant, notamment en rappelant à l'audience la nécessité de l'implication de l'écosystème familial, social et économique des jeunes comme clef pour garantir leur implantation durable et efficace. Cette approche systémique, basée sur le lien entre offre de compétences en milieu rural, ont été les principales conclusions produites pour aider les participants à améliorer leur contribution dans la mise en capacité et dans l'employabilité des jeunes dans leurs pays d'origine.

Vous pouvez télécharger l'application de l'Académie sur IOS et Android.

> Stephano MERANTE Bureau International du Travail (BIT) s.merante@itcilo.org

LE RÉSEAU FAR A EXPOSE AU SALON DE L'AGRICULTURE DE PARIS

Florette RENGARD et Hassan QUAROUCH, tous deux chargés de mission au sein du réseau international FAR, se sont rendu les 27, 28 février et 1er mars au Salon de l'Agriculture organisé chaque année au parc des expositions de Paris.

Cette année, l'Agence Française de Développement, le CIRAD et Agreenium ont invité le réseau FAR sur leur stand, en tant que structure partenaire œuvrant pour l'emploi rural en Afrique. Durant ces trois journées de salon, les chargés de mission ont pu faire connaître les actions et chantiers de travail du réseau FAR au sein de ses 16 pays membres à différents partenaires et structures de développement (AFD, CIRAD, Agreenium, DGER, Ministère de l'Agriculture etc.), ainsi qu'au grand public.



Le Ministre de l'Agriculture Français, Didier Guillaume, et son homologue Ivoirien, Mamadou Coulibaly.

Les deux premières journées ont aussi été rythmées par des conférences en lien avec le Sahel, thématique principale du stand.

Hassan QUAROUCH et Florette RENGARD sur le stand AFD-CIRAD où ils ont exposé pour le réseau international FAR.

Ainsi, l'après-midi du 27 février était réservée à une conférence organisée par l'AFD et le CIRAD autour du « Sahel : terre d'opportunités et de défis agricoles » et la matinée du 28 fut réservée à la conférence organisée par la délégation de Côte d'Ivoire autour des enjeux de coopération entre la France et la République de Côte d'Ivoire, en présence des Ministres de l'Agriculture des deux pays.

Ces trois jours de salon furent intenses en conférences, rencontres avec les partenaires et acteurs du développement, ainsi qu'avec les visiteurs du salon. Cette édition 2019 du salon fut riche et stimulante pour poursuivre les missions en faveur de la rénovation de la Formation Agricole et Rurale à l'honneur par les deux structures de la recherche française pour le développement

Pour cette occasion, le Secrétariat executif du réseau FAR avait confectionné deux kakemonos afin de valoriser les actions du réseau. Réalisés autour de la thématique de l'emploi rural en dessin intégral, ces deux kakemonos ont attiré l'attention du grand public.

ACTUALITES DES PAYS MEMBRES

CAMEROUN

DES JEUNES FORMÉS ET INSTALLÉS VISITENT LE SALON **ENTREPRENEURIAL PROMOTE 2019**

Le septième salon entrepreneurial s'est tenu du 16 au 24 février 2019 au Palais des Congrès de Yaoundé sous le thème "Climat des affaires et développement durable".

Pour les organisateurs, PROMOTE est une plateforme de réseautage actif, un gisement de contacts et d'informations exceptionnelles qui, à travers ses espaces d'exposition thématiques, rencontres professionnelles, conférences et débats, animations économiques et culturelles, permet d'entreprendre et de booster les affaires et renforcer l'image et la notoriété de sa structure.



Les jeunes installés avec le programme PCP AFOP au salon PROMOTE 2019 de Yaoundé.

Depuis le démarrage du programme d'insertion des jeunes par le PCP-AFOP, plus de 3 000 jeunes se sont installés aujourd'hui dans les territoires ruraux au Cameroun et mettent en œuvre leur projet de vie. Ces projets qui sont créateurs

de richesses et de valeurs ajoutées se situent pour l'essentiel dans la production agropastorale. Des initiatives d'organisation de ces porteurs de projets naissent déjà pour l'acquisition des intrants, l'accès à l'information, l'accès au marché plus important, la résolution des problèmes communs.

Fort de ces initiatives d'émergence, le PCP-AFOP a organisé pour 30 jeunes installés la visite du salon PROMOTE. L'objectif est qu'ils côtoient le monde des affaires, discutent avec les exposants et tirent des enseignements par rapport à l'avenir à donner à leur projet.

Pour assurer le succès de cette visite, des cadres du PCP-AFOP ont sillonné les stands d'exposition pendant deux jours fin de cibler les entreprises du domaine agropastoral qui ont des activités dans les différents segments de chaîne de valeur agricole. C'est ainsi que les entreprises opérant dans les domaines ci-après ont été identifiées : intrants agropastoraux, production, transformation, équipements agricoles, interface commerciale, norme de commercialisation, information sur les marchés, plateforme digitale sur le e-commerce des produits agropastoraux en ligne.

Tout ce travail en amont a permis de planifier des visites guidées des jeunes à PROMOTE. Un débriefing avec ces derniers à la fin de la visite a permis de se rendre compte que tous ont été satisfaits notamment, par les exigences de qualité dans l'environnement des affaires, l'objectif « transformation » qui guide tout entrepreneur pour avoir plus de revenus. Aussi, ils ont également été marqués par le fait que les entrepreneurs présents à PROMOTE sont dans la plupart organisés en coopérative ou en groupe d'intérêt économique.

Pour le PCP-AFOP, la présence des jeunes installés à PROMOTE a été une opportunité pour développer leur esprit de créativité et élargir leur carnet d'adresses pour des éventuels partenariats qu'ils pourraient se mettre en place.

Un quide a été constitué afin de servir à la fois de document d'organisation, de préparation, d'accompagnement et d'évaluation du stage professionnel. Il est composé d'une fiche de suivi des stagiaires en milieu professionnel, d'une fiche de capitalisation de la formation en milieu professionnel, d'une fiche d'évaluation du stagiaire, d'une convention de partenariat entre la structure de formation et l'OPA/ entreprises agricoles. Il renseigne sur :

- les principaux acteurs de l'organisation et de la gestion des stages en entreprises des futurs entrepreneurs;
- les responsabilités desdits acteurs le long du processus;

🎴 les outils et la répartition des activités avant, pendant et après le stage en entreprise.

Pour plus de renseignements sur ce guide, contac-

Zacharie KUEDA

Responsable capitalisation et plaidoyer AFOP Animateur régional réseau international FAR (Cameroun, Tchad, RCA et Madagascar) kueda_zacharie@yahoo.fr

SENEGAL

DOMAINE AGRICOLE **COMMUNAUTAIRE: UNE** INNOVATION POUR L'INSERTION DES JEUNES AU SÉNÉGAL

Au Sénégal, comme tous les pays émergents, les jeunes représentent 36% de la population totale active. Le taux de chômage des jeunes s'élève à près de 13 %. Face à cette situation, les pouvoirs publics comptent sur le développement du secteur rural et l'agriculture pour trouver des solutions à ce problème.

Une analyse approfondie de cette situation a abouti à la prise de conscience que, pour booster le secteur, l'Etat devait adopter un programme permettant entre autres, la réalisation d'infrastructures structurantes et des équipements agricoles tout en facilitant l'accès aux financements des exploitants. L'agrégation de toutes ces compétences, accompagnée d'une bonne politique de création de jeunes entrepreneurs (ses) agricoles est une voie sûre d'augmentation de la productivité et de croissance économique du pays. C'est dans cette perspective que le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des Valeurs Civiques a convenu d'élaborer pour le Gouvernement du Sénégal le Programme de Développement de Domaines Agricoles Communautaires (ProDAC) pour la période 2014-2019.

Le but du ProDAC est de contribuer à la **réduction** de la précarité sociale en milieu rural par la promotion de l'entreprenariat agricole des jeunes et des femmes. A cet effet, il est question d'aménager de vastes étendues de terres et de les doter d'infrastructures structurantes, permettant aux bénéficiaires de produire en continu. L'innovation majeure est le développement d'une approche filière tant végétale qu'animale sur toute la chaîne de valeur et de métiers apparentés in situ afin de créer beaucoup plus d'emplois et de richesses.

Le PRODAC doit créer en milieu rural les conditions favorables à l'investissement privé. Il s'agit de doter l'intérieur du pays, d'infrastructures agricoles et d'aménagements structurants permettant la mise en valeur de grands domaines allant de 1000 à 5000 ha d'un seul tenant.



Membres de l'APCFAR réunis à l'occasion de leur Assemblée Générale élective.

Les Domaines Agricoles Communautaires (DAC) seront de véritables agropoles : lieu d'insertion de jeunes diplômés d'écoles de formation aux métiers de l'agriculture et disciplines connexes, mais également de promoteurs privés désireux d'investir le secteur aussi bien dans ses activités de production que dans celles de transformation et de services. Le programme consiste à aménager de vastes étendues de terres et de les doter d'infrastructures de qualité, permettant aux jeunes, en particulier, de s'adonner à des activités économiques en continu (production végétale, animale, aquacole, transformation, services, mise en marché).

Le Programme des Domaines Agricoles Communautaires vise à créer plus de 300 000 emplois d'ici à 5 ans.

Adbou Khadre FALL

Enseignant à l'ISFAR, Université de Thiès Animateur régional réseau international FAR (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal, khadrefall@yahoo.fr

TOGO

UN NOUVEAU BUREAU POUR L'APCFAR AU TOGO!



Nouveau bureau de l'APCFAR, avec de gauche à droite: TSIKPLONOU Monkli Ephrem, Président du comité de contrôle de l'APCFAR; AZIABA Komi ,Président du Bureau exécutif de l'APCFAR; NAMETCHOUGLI Jacques, Secrétaire Général du Bureau exécutif de l'APCFAR ; KISSAO G. Bazil, Trésorier Général du Bureau exécutif de l'APCFAR.

L'Association Professionnelle des Centres de Formation Agricole et Rurale du Togo (APCFAR -TOGO) a organisé son Assemblée Générale mixte les 17 et 18 janvier derniers à l'hôtel CRISTAL de Kpalimé. Cette AG a réuni au total une trentaine de responsables de centres de formation agricole et rurale venus des différentes régions du Togo.

L'objectif de cette Assemblée était de présenter les différents rapports de fin de mandats et de procéder au renouvellement des membres du Bureau exécutif.

Pour la conduite des travaux, un présidium de deux membres a été mis en place. Il est composé du Dr SOEDJI Kokouvi, ancien Président APCFAR et DG de l'INFA-TOVE et de Monsieur AGBONOUNOTOR Kossi, Ancien Secrétaire Général de l'APCFAR et représentant du conseil d'administration du Centre International de Développement Agro-Pastoral (CIDAP), un centre privé. Le présidium a débuté la séance en resituant le contexte de la création de l'APCFAR et a procédé au contrôle des structures membres de l'APCFAR présentes. La séance a démarré par une minute de silence en mémoire de feu TREKU Patrice, ex-DG de l'INFA de TOVE qui avait joué un rôle important dans la création de cette association. Trois allocutions ont marqué la cérémonie d'ouverture : celle du Président sortant en la personne du Directeur Général de l'INFA de Tové; celle du Coordonnateur du projet EFTPA/GIZ; celle du coordonnateur du projet SAFARI DFDTOPA représentant le Ministre de l'Agriculture.

Toutes ces interventions sont revenues sur les difficultés rencontrées dans l'exercice du mandat. Des nouvelles orientations ont été données à la politique générale de l'APCFAR et les textes régissant la structure. Des recommandations ont été également formulées à l'endroit des membres, des bureaux pour la gestion de l'association.

Il faut rappeler déjà qu'à la veille de cette AG, une Assemblée Générale extraordinaire a permis une lecture des statuts et règlement intérieur, article par article. Il s'en est suivi le débat en vue d'améliorer ces textes statutaires et réglementaires afin de redynamiser l'association.

Au lendemain du 27, les responsables des CFAR ont suivi et adopté les différents rapports de fin de mandat, notamment le rapport des activités, le rapport moral et le rapport financier. A travers les difficultés rencontrées dans l'exercice de ce mandat, des nouvelles orientations ont été données dans la politique générale et les textes régissant la structure. Des recommandations ont été également formulées à l'endroit des membres des Bureaux pour la gestion de l'association.

Jacques Agbenigan AYITE

Chef de section au sein de la Direction de la formation, de la diffusion des techniques et des organisations professionnelles agricoles (DFDTOPA) au sein du MAEP

Animateur régional réseau international FAR (Bénin, Burkina Faso, Niger, Togo) ayite01@yahoo.fr

MAROC

UN PROGRAMME POUR LE LEADERSHIP EN EFTP À **DESTINATION DES PAYS D'AFRIQUE** DE L'OUEST

Mustapha LAMRANI, animateur régional du réseau international FAR de la zone Maghreb, a participé à un programme de formation et de renforcement de leadership en gestion de la formation professionnelle.

Ce dernier, organisé par l'UNESCO-UNEVOC, s'est déroulé du 12 au 16 novembre 2018 à Dakar au Sénégal autour de 16 pays : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, RDC, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie. Le programme concerne les cadres et les professionnels de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle des pays en question.

Qui était le public présent pour suivre le programme? Le public cible de ce programme concerne les professionnels de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) en Afrique. Ces derniers sont concernés par la nécessaire transformation de l'EFTP. Pour assurer le développement économique des pays d'Afrique, ainsi que leur compétitivité au niveau mondial, les institutions d'EFTP doivent en effet évoluer en élargissant leur offre de formation, en l'adaptant aux nouveaux besoins, en améliorant l'accès des jeunes et des adultes à leur offre et en augmentant leur efficacité interne et externe.



Participants du programme de formation et de renforcement de leadership en gestion de la formation professionnelle organisée par l'UNESCO-**UNEVOC**

Un objectif important de cette transformation est que les institutions d'EFTP permettent aux formés d'acquérir les compétences pertinentes et actuelles qui sont recherchées sur le marché du travail, afin qu'ils trouvent un emploi ou créent leur propre activité grâce à l'entreprenariat. La transformation profonde de l'EFTP exige un changement au niveau national et institutionnel, et une telle transformation ne peut être effectuée qu'avec des leaders du changement.

Ce programme de formation a permis aux bénéficiaires d'avoir une vision claire, des savoirs solides, ainsi que des compétences pour impulser les transformations requises. Le programme permet également aux bénéficiaires « leaders de changement » d'être capable de saisir les opportunités offertes par l'agenda politique. Dans le contexte actuel, où celui-ci accorde, à tous les niveaux, une place de plus en plus importante à l'Enseignement et la Formation Technique et Professionnelle « EFTP », cela s'avère une compétence cruciale.

Toutes ces compétences sont appelées à jouer un rôle clé dans la réalisation d'au moins six des Objectifs de développement Durable des Nations Unis, dont celui de la poursuite d'une éducation de qualité (Objectif 4). Ce rôle accru s'est retranscrit dans les stratégies africaines pour l'EFTP, notamment la Stratégie Continentale de l'Education pour

l'Afrique (2016-2025) qui compte l'expansion de l'EFTP parmi les objectifs prioritaires. Les leaders de changements décèlent ces tendances, en tirent des bénéfices pour leurs institutions et pour le système de l'EFTP dans leurs pays.

Ce programme a duré cinq jours et a mis l'accent sur trois qualités qui déterminent la capacité des responsables à impulser le changement avec efficacité et succès : des savoirs stratégiques (vision du changement), des connaissances thématiques (savoirs pour le changement) et des compétences de leadership et de gestion (compétences pour le changement).

Le programme a rassemblé les participants dans un environnement interactif et engageant, où les apports théoriques étaient suivis d'exercices pratiques, de travail intensif en groupe et de mise en commun d'expériences.

Outres les compétences transversales acquises et les liens de réseaux tissés avec les participants des différents pays présents, ce programme m'a permis en tant qu'acteur de la formation professionnelle agricole au Maroc et animateur régional du réseau FAR, de développer d'une part un « projet de changement » dont je pourrai m'inspirer au sein de mon institution à mon retour et d'autre part de développer des capacités pour impulser les transformations nécessaires en créant au même temps un pont entre les questions locales et les agendas régionaux et internationaux.

Moustapha LAMRANI

Responsable de la Formation par Apprentissage ITA de Larache. Maroc Animateur régional du réseau international FAR (Algérie, Mauritanie, Maroc, Tunisie) lamrani moustapha@yahoo.fr

NIGER

UNE PREMIÈRE RESTITUTION DES RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC FAR AU SALON DE L'AGRICULTURE DU NIGER

En juillet 2017 et sur demande du pays, le Niger a été officiellement intégré au sein du réseau international FAR. Il a sollicité ce dernier afin d'appuver techniquement et financièrement la réalisation d'une étude diagnostique sur le dispositif de Formation agricole et rural dans le pays.

Cette étude a été réalisée entre avril et septembre 2018 par Magloire AGBEGNIDO, consultant togolais, et Moustapha ADAMOU, consultant national et point focal du Niger pour le réseau FAR.

Le diagnostic met en valeur les nombreux défis que va devoir relever le secteur agricole, et notamment le sous dimensionnement du dispositif de FAR dans le pays et les nombreuses opportunités qu'il représente pour apporter une réponse adéquate, à condition que les partenariats actuels soient bien gérés dans un cadre consensuel et participatif.



Le diagnostic propose en conclusion des perspectives qui devront être questionnées. Parmis elles figurent la possibilité de:

- 🌺 Élaborer la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) du Niger;
- Accompagner la mise en place d'un comité ad hoc servant de comité de pilotage de la FAR;
- Soutenir la structuration du FAFPA et du FISAN/ APCA;
- Travailler à la structuration de la plateforme nationale de FAR, en commençant par les communes:
- Développer un dispositif d'accompagnement et de valorisation de la FAR.

Les résultats de ce diagnostic ont été présentés le 22 février 2019 par Moustapha ADAMOU devant un panel de professionnels du monde agricole dans le cadre du Salon de l'Agriculture du Niger organisé à Niamey. L'initiative a été soutenue par les acteurs du monde agricole du Niger tels que le Haut Comissariat à l'Initiatuve 3N, le Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA), l'Agence de Promotion du Conseil Agricole (APCA) ainsi que par l'Agence Française de Développement (antenne de Niamey).

De nombreuses questions ont été soulevées à

l'issue de la présentation, notamment :

- 🎴 la nécessité d'appuyer la mise en place d'une SNFAR;
- 🌺 le besoin en priorité de cadres moyens et de techniciens pour le développement des territoires agricoles et ruraux;
- 🌺 l'harmonisation des programmes de formation ;
- 🌺 l'importance de la formation des paysans ;
- la nécessité d'investir le champ des territoires (régions et communes).

Les retours de cette première restitution furent très positifs et **encouragent la tenue d'un atelier** de travail sur plusieurs jours afin d'approfondir le partage des éléments de diagnostic.



Lire ICI le diagnostic du dispositif de formation agricole et rural au Niger

TUNISIE

VISITE D'UNE DÉLÉGATION **TUNISIENNE AU MAROC:** PRÉLUDE D'UNE COOPÉRATION FRUCTUEUSE EN MATIÈRE DE FORMATION ET DE CONSEIL **AGRICOLES**

Les dispositifs de formation et de vulgarisation agricoles jouent un rôle capital dans le développement des ressources humaines, la sécurité alimentaire, la durabilité des systèmes de production, l'amélioration des revenus des agriculteurs et la fixation des jeunes en milieu rural.

Pour les mettre au diapason des mutations socioéconomiques et des innovations technologiques, Samir Taieb, Ministre tunisien de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, a déclaré que l'année 2019 sera mise sous la bannière de la réforme de ces dispositifs. Un travail approfondi s'en est suivi pour identifier les orientations stratégiques de cette réforme.

Après diverses réunions de consultation avec les acteurs (centres de recherche, centres techniques, groupements de développement agricole, sociétés mutuelles de services agricoles, organisations nationales agricoles, conseillers privés, administration, etc.), l'Agence de Vulgarisation et de Formation Agricoles (AVFA) a commandité une étude pour promouvoir le partenariat public-privé, l'utilisation des TIC, mettre à niveau les ressources humaines et les infrastructures, mettre en place des plateformes

technologiques et revoir la gouvernance des dispositifs à l'échelle centrale et à l'échelle régionale.

Eu égard à l'importance du benchmark international dans ce genre de projet, le réseau FAR a facilité et soutenu l'organisation d'une visite au Maroc au profit de six cadres tunisiens, organisée du 03 au 07 Mars 2019. La délégation tunisienne, conduite par le Directeur Général de l'AVFA, a eu des entretiens très fructueux avec les responsables marocains. Le programme organisé par l'Office National du Conseil Agricole (ONCA) était conçu de sorte que les orientations stratégiques et le nexus entre l'ONCA et les divers acteurs soient bien illustrés aux échelles macro, méso et micro.

La première réunion de travail a été organisée avec le Directeur Général et l'équipe de l'ONCA. Monsieur Jaouad Bahaji, Directeur Général de l'ONCA a informé ses interlocuteurs tunisiens que Monsieur Aziz Akhannouch, Ministre Marocain de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, s'est réjouit de cette visite qui constitue un jalon supplémentaire dans le raffermissement des relations fraternelles entre les deux pays. Par ailleurs, Monsieur Bahaji a mis en exergue le rôle du Plan Maroc Vert (PMV) dans la métamorphose du paysage agricole marocain par le truchement du conseil agricole, la formation, la modernisation de l'agriculture, l'organisation professionnelle et interprofessionnelle, la transformation des denrées alimentaires, la promotion de la qualité, la valorisation des résultats de recherche et l'exportation.



- Rendez-vous ICI sur le site du réseau FAR pour découvrir le récit de ce voyage d'étude et les photos prises par la délégation tunisienne!
- Lire ICI le rapport du voyage d'études (rédigé intégralement en Arabe)

Pr. Khemais ZAYANI Directeur de l'AVFA de Tunisie khemaies.zayani@gmail.com

MADAGASCAR

FAITES CONNAISSANCE AVEC LE PROCESSUS DE RÉNOVATION DU DISPOSITIF DE FAR A MADAGASCAR

La Rénovation du dispositif National de Formation Agricole et Rurale engagée par le Gouvernement Malagasy est cadrée par la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR), adoptée en 2012. En lien à cette rénovation nationale, le Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Élevage, s'est engagé lui aussi, dans la réorientation et la réorganisation de son appareil de formation à travers:

- l'établissement d'une articulation et d'une continuité de la formation Professionnelle Agricole de la base (CAFPA) à la formation supérieure spécialisée (CFAMA et CNEAGR) en passant par les EASTA;
- la rénovation des textes juridiques portant statut de ces centres et établissements de formation qui ne sont plus conformes à la législation en vigueur et ne sont plus adaptés aux besoins actuels de la FAR.

A cet effet, les Centres d'Appui Formation (CAF) ont changé de statut et sont devenus des Etablissements Publics à caractère Administratif (EPA) avec une nouvelle dénomination: « Centres d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole ou CAFPA». Les diplômes CPEA et BEPEEA, dans les CAFPA, sont des nouveaux diplômes créés, premiers résultats de la rénovation du dispositif national de FAR engagée à Madagascar depuis 2012.

Pour le cas des EASTA, il est aussi prévu une réforme statutaire et organisationnelle, en cohérence avec la rénovation du diplôme de Technicien Agricole Généraliste en cours. Cette rénovation dans les EASTA s'est basée sur les demandes au niveau du terrain et en cohérence avec les orientations de la SNFAR: «Renforcer les effectifs de techniciens de terrain correspondant à une formation technique polyvalente (agriculture, élevage, pêcheet forêts) pour les candidats aux métiers de vulgarisateur, de techniciens dans les OPA, de responsable d'exploitation dans les entreprises privées ».

Article tiré du TAFA, Bulletin semestriel d'information et de liaison de la Direction de la Formation Agricole et Rurale de Madagascar. Pour lire le bulletin dans son intégralité, cliquez ICI et ICI

BENIN: Parole à Teddy Kossougbeto, Directeur du Collège privé CPETAKI

Teddy KOSSOUGBETO est le fondateur et directeur du Collège Privé d'Enseignement Technique Agricole KOBERSIDE International (CPETAKI) situé au Bénin. Il

revient ici sur la vision, mission et modèle de so<u>n établissement.</u>

Le CEPETAKI est né de la volonté de ses promotteurs de mettre sur le marché des jeunes entrepreneurs compétents et outillés, ayant bénéficié d'une formation en adéquation avec les exigences du marché de l'emploi agricole. L'objectif principal visé par le CPETAKI est d'accompagner l'Etat dans la politique de formation professionnelle des acteurs du monde rural. La vision du CPETAKI à l'horizon 2021 est de s'imposer par son leadership comme la locomotive des établissements de formation technique et professionnelle en agriculture de la République du Bénin.

Le CPETAKI offre deux types de formation : une formation longue durée (4 ans), avec un niveau d'entrée minimum de 3ème et sanctionnée en fin de cycle par le Diplôme d'Etudes Agricoles Tropicales (DEAT) ainsi qu'une formation de courte durée (à partir d'un mois) ouverte aux acteurs alphabétisés du monde agricole.

Depuis la création du collège en 2015 et grâce à l'appui de divers projets/programmes, 1240 acteurs ont été formés, et parmis eux, 490 sont insérés professionnellement. Ces derniers travaillent en partenariat avec la coopérative KOBERSIDE. Un diagnostic de suivi-évaluation réalisé début 2016 a montré que les jeunes formés au centre n'arrivaient pas à écouler leurs produits en post production. Il était alors important de trouver un mécanisme d'accompagnement sur le marché afin d'appuyer les petits producteurs, en majorité lauréats du CPETAKI, vers le marché et leur permettre d'avoir accès aux intrants à de meilleurs prix.

Le modèle de la coopérative KOBERSIDE se base sur l'utilisation du concept de chaîne de valeur et d'agriculture contractuelle. Cette expérience, unique en son genre au Bénin, a permis de réunir depuis septembre 2016 plusieurs acteurs de différentes chaines de valeurs omme par exemple les producteurs de volailles, lapins et de porcs formés au CPETAKI grâce au projet ATVET; une entreprise de transformation du Riz paddy en riz étuvé à Natitingou (OGYA Développement) etc.

Les défis et perspectives du Modèle KOBERSIDE sont nombreux : améliorer les équipements et la mise aux normes du centre; rédiger les curricula de formation et livrets pédagogiques orientés vers les métiers des chaines de valeur ; créeer réseau de 50 distributeurs agréés de la coopérative ; etc.

Pour en savoir plus sur le CPETAKI, retrouvez l'intégralité du témoignage de Teddy et des documents de présentation de son modèle sur le site du réseau FAR en CLIQUANT ICI.

Contacter le CPETAKI par mail : cpetakibenin2015@gmail.com



À LIRE, À VOIR

FORMATION DE MASSE EN COTE D'IVOIRF

MEMOIRE



Diagnostic des dispositifs de professionnelle formation agricole et rurale de masse: le cas des Centres de Métiers

Ruraux en Côte d'Ivoire, SINAN, D., Mémoire de Fin d'études Master 3A option MOQUAS, Institut des Régions Chaudes, Montpellier SupAgro - réseau international FAR, 2018, 124 p.

La Côte d'Ivoire a mis en place en 1995 le projet Centres des Métiers Ruraux (CMR). Il avait principalement pour objectifs l'innovation de la formation professionnelle agricole et rurale non formelle et la formation et l'insertion de 300 000 jeunes ruraux en 10 ans. Après 24 ans de réalisation, le problème de la masse se pose toujours, avec un dispositif CMR qui a pourtant fait ses preuves en termes d'innovation, et de formation non formelle. Quelles sont les conditions réelles de la réussite de l'initiative de la formation de masse? Ce dispositif a-t-il eu les moyens et les chances de pouvoir mettre en place un dispositif capable de répondre à cet enjeu majeur que connaissent beaucoup de pays d'Afrique aujourd'hui? Ce mémoire vise à trouver certains éléments de réponse à ces questions.



Pour lire le Mémoire sur les CMR, cliquez ICI

ENTREPRENARIAT AGRICOLE **PUBLICATION**



"Ils l'ont fait! Etre jeune et entreprendre dans secteur agricole", CTA, Agribusiness TV, 2019, 172 p.

La présente publication est née de la volonté du CTA de documenter davantage les méthodes d'un certain

nombre d'entrepreneurs, sources d'inspiration pour d'autres, de les faire connaître à un large public, des jeunes comme des acteurs de l'entrepreneuriat agricole. Soutenir les jeunes dans ce secteur est une priorité du CTA, efficace seulement si l'on comprend davantage les aspirations profondes de cette génération, les problématiques auxquelles elle fait face et les stratégies qu'elle choisit de mettre en place.

Au-delà de la présentation des entrepreneurs, de leur parcours atypique, chaque histoire traite à sa manière des questions aussi diverses et cruciales que l'accès au financement, l'impact des actions menées, les relations entamées avec d'autres jeunes et l'utilisation des technologies numériques dans l'agripreneuriat.



Pour lire cette publication, CLIQUEZ ICI

CHAMPS-ECOLES

RAPPORT



Les champs-écoles des producteurs pour les petits éleveurs - Un guide pour améliorer les moyens d'existence à l'intention des décideurs.

Directives FAO Production et santé animales. No. 20. Rome, FAO. 56 p.

Ce guide vise à informer les décideurs (par exemple, les responsables gouvernementaux, les gestionnaires de programmes) sur le potentiel des CEP sur l'élevage à développer et à soutenir la production animale à petite échelle dans les systèmes pastoraux, agropastoraux et d'agriculture à petite échelle. Il a été préparé pour aider les décideurs impliqués dans la formulation de politiques et la planification des programmes à:

- 1. acquérir des connaissances de base sur l'approche
- 2. se renseigner sur la contribution des CEP aux moyens d'existence des communautés tributaires de l'élevage dans divers contextes ;
- 3. reconnaître les conditions requises pour la mise en œuvre réussie des CEP sur l'élevage;
- 4. comprendre le potentiel de l'approche CEP dans un large éventail de systèmes de production animale et de contextes socio-économique



Pour consulter la ressource, cliquez IC

CRISES ALIMENTAIRES

REVUE

Inter-réseaux

"Dix ans après 2008, l'Afrique de l'Ouest est-elle mieux préparée face aux

crises alimentaires ?", Inter-réseaux Développement Rural, Revue Grain de Sel Aôut-septembre 2018, 36

La crise alimentaire de 2007-2008, qui a notamment touché l'Afrique subsaharienne, a surpris les observateurs par son ampleur et l'impact qu'elle a eu pour la sécurité alimentaire des populations. La crise semble avoir remis la lutte contre la faim en haut des agendas et impulsé de nouvelles dynamiques dans les politiques, les acteurs, et les outils qui agissent en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce numéro de Grain de Sel, en confrontant de multiples points de vue et connaissances 10 ans après 2008, rend compte de ces aspects et interroge la capacité future de l'Afrique de l'Ouest à faire face aux crises alimentaires.



Pour télécharger le Grain de Sel, CLIQUEZ ICI

AGRICULTURE ET POLITIQUES AGRICOLES AU MALI

BULLETIN DE SYNTHESE

Inter-réseaux

"Coup d'œil sur l'agriculture et les politiques agricoles au Mali", Inter-réseaux Développement Rural, Bulletin

de synthèse souveraineté alimentaire n°28, 8 p.

Le Mali était considéré dans les années 1990 comme un modèle en Afrique de l'Ouest en matière de développement, décentralisation et démocratisation. Depuis, il a été l'un des pays de la région les plus soutenus par la communauté internationale. En 2011, avant la crise politique, il recevait près d'un milliard d'euros d'aide publique au développement, soit le double du Niger (rapport du Sénat 2016). Son effondrement en 2012 a mis au jour les faiblesses du pays et renforcé les doutes plus généraux sur l'efficacité de l'aide au Sahel. Les autorités et leurs partenaires ont notamment pris conscience du relatif abandon du secteur agricole (et de de l'élevage) et de ses conséquences.



Pour lire le bulletin de synthèse, CLIQUEZ ICI

SECURITE ALIMENTAIRE AU SAHEL

RAPPORT



Les politiques publiques en matière de sécurité alimentaire dans le Sahel, Inter-réseaux développement rural, IRPAD, octobre 2017, 80 p.

Ce présent livret fait la synthèse des politiques publiques en

matière de sécurité alimentaire mises en œuvre au niveau de cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal). Pour chaque pays, un inventaire chronologique des politiques publiques et programmes nationaux dans le domaine de la sécurité alimentaire (aide alimentaire, dynamiques agropastorales) de 1960 à nos jours en précisant les grandes phases est réalisé. Ce livret a été réalisé dans le cadre du projet DIAPOCO « pour l'émergence d'un Dialogue Politique Concertée autour de la sécurité alimentaire ».



Pour lire cette étude, CLIQUEZ ICI

SECTEUR PRIVE ET POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES EN **AFRIQUE**

RAPPORT

Inter-réseaux

Le rôle croissant du secteur privé dans les politiques agricoles et alimentaires en

Afrique. Contexte, formes et enjeux. Inter-réseaux Développement rural, Bureau Issala, SOS Faim Belgique, 2019, 69 p.

Autrefois maintenues à distance des politiques publiques, les entreprises multinationales sont aujourd'hui couramment considérées comme des partenaires clef pour la conception et la mise en œuvre de politiques, aussi bien par les dirigeants africains que par les donateurs. Comment s'est opéré ce changement de paradigme ? A quel point le « secteur privé » influe-t-il aujourd'hui sur les orientations en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire? Quels sont les enjeux que soulèvent ces nouvelles alliances? Tels sont les grands points qui sont évoqués dans cette note écrite à plusieurs mains, qui constitue le fruit d'une réflexion collective et un point d'étape dans une réflexion thématique menée par Inter-réseaux.



Pour lire le rapport, CLIQUEZ ICI

CONSEIL AGRICOLE

BULLETIN DE VEILLE



"Bulletin de veille n°355 -Spécial conseil agricole", Inter-réseaux Développement Rural, 10 avril 2019.

Le conseil agricole a fait l'objet, ces dernières années, d'un regain d'intérêt au niveau des politiques agricoles et de l'aide au développement. Les formes, les acteurs et les modes de gouvernances du conseil agricole ont largement évolué, notamment pour faire face à l'insuffisance des dispositifs étatiques, et ce dans un contexte de tensions autour des ressources financières dédiées au conseil agricole. Ce bulletin de veille propose une série de références bibliographiques qui rendent compte de ces transformations et des nouveaux enjeux du conseil agricole en Afrique.



Pour lire le bulletin, CLIQUEZ ICI

TIC AU SERVICE DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION

RAPPORT



" TIC & FIP – Les technologies de l'information et de la communication au service des actions de formation et inser-

tion professionnelle dans les PED: revue de dispositifs existants, Lionnet, L. (Acting for Life), Lebret M.C.; Sasia, J. (Gret), 2018, 29 p.

Consacrés au thème des enjeux et usages des TIC dans le domaine des activités de formation et d'insertion professionnelle (FIP) des jeunes dans les pays en développement (PED), les travaux du groupe ONG FIP pour l'année 2018 sont restitués ici sous la forme d'un article accompagné d'un inventaire d'outils et dispositifs sous format Excel.



Pour lire cette étude, CLIQUEZ ICI - Pour consulter la Newsletter de l'IECD, CLIQUEZ ICI

ACTUALITÉS

19 au 23 avril 2019 : Atelier organisé par le réseau international FAR à Rabat (Maroc) autour de la construction du futur Master international en Ingénierie de Formation.

À l'AGENDA

17 avril 2019 : Colloque organisé à la Sorbonne par l'IECD autour de la thématique "Coopérer pour l'insertion des jeunes en Méditerranée - La formation professionnelle: une voie d'avenir!" - Informations sur l'événement ICI

Semaine du 13 mai 2019 : Séminaire international réseau de centre de formation agricole organisé par l'IECD au Cameroun.

19 au 23 mai 2019 : Congrès mondial d'Agroforesterie à Montpellier organisé par le CIRAD, l'INRA. Informations sur l'événement ICI

6 mai 2019: Conférence organisée par la Fondation FARM sur les premiers résultats de l'observatoire mondial du soutien à l'agriculture, donnant les clés de compréhension des interventions des Etats dans ce secteur, à partir d'un échantillon de pays représentant la majeure partie de la production agricole Informations sur l'événement ICI

OFFRES D'EMPLOI ET OPPORTUNITES

STAGE 6 MOIS - IECD

H/F Stage Assistant(e) Coordination de programme "Programme des Formations Agricoles" - PARIS

L'IECD recherche un(e) assistant(e) de programme basé(e) au siège à Paris pour venir en appui à la coordination dans le suivi des activités - Détails de l'offre ICI.

STAGE 6 MOIS - AGRISUD

Agroéconomiste ou Sciences Politiques - MADA-GASCAR (mai/juin à octobre/novembre 2019 - 6 mois)

Agrisud recrute un(e) stagiaire(e) pour un stage de 6 mois à Analavory, Madagascar afin d'identifier les filières agricoles et para-agricoles de la Région Itasy, analyser les besoins en formations relatifs aux principaux métiers liés à ces filières afin d'orienter les politiques et référentiels de Formation Agricole et Rurale en Région Itasy. - Détails du stage ICI

RECRUTEMENT- IPAR

Recrutement d'un(e) Responsable de la gestion des connaissances

L'expert(e) en gestion des connaissances développera et alimentera un système de gestion des connaissances via le recueil et l'analyse de données et informations issus des projets mis en œuvre par IPAR. Son travail consistera également à valoriser ces éléments en étroite collaboration avec l'équipe de communication - Détails de l'offre ICI

APPEL À CONTRIBUTIONS - IPAR

Appel à contributions pour un collogue sur "Sécurité alimentaire, migrations et innovation au Sénégal et au Zimbabwe : leçons pour l'Afrique"

Cet appel à contribution vise des articles en provenance de toutes les disciplines des sciences sociales. des sciences de la technologie et de l'innovation et des sciences humaines - Plus d'informations en cliquant ICI

APPEL À CANDIDATURES PSGSE -**IIPE POLE DAKAR**

Les candidatures à la 13e promotion de la formation francophone en Politiques sectorielles et gestion des systèmes éducatifs (PSGSE) sont ouvertes. Co-organisée par l'IIPE-Pôle de Dakar et l'Université Cheikh Anta Diop, la formation a pour objectif de transmettre les méthodes d'analyses développées par le Pôle de Dakar aux cadres africains en charge de la gestion, du financement et de l'évaluation des systèmes éducatifs.

Lancée en septembre 2007, elle a, à ce jour, accueilli plus de 350 professionnels, originaires de 23 pays d'Afrique. Les cours, programmés sur 14 mois (Octobre 2019 - Novembre 2020), sont délivrés essentiellement à distance et s'adressent à des personnes en situation d'emploi.

Pour plus d'informations sur la formation et les procédures de sélection, consultez l'appel à candidatures.

Clôture de l'appel à candidature : 30 avril 2019

Florette Rengard (florette.rengard@supagro.fr)

Contributions: Secrétariat executif élargi du résau international FAR

Note : les liens hypertextes proposés sont actifs à la parution de ce numéro.